



Fédération de la Recherche, de l'Éducation et de la culture
FERC-CGT

URSEN-CGT

Union Régionale des Syndicats de l'Éducation Nationale

Rue Geoffroy St Hilaire 59042 LILLE Cedex
Tel: 03 20 52 27 91 Fax: 03 20 52 76 92
e-mail : ursen.lille@wanadoo.fr

Déclaration du Conseil Syndical Régional

À propos de la volonté de M. Sarkozy de faire lire aux lycéens la lettre du jeune GUY MÔQUET

La proposition du Président de la République, Nicolas Sarkozy, de faire lire dans les classes des lycées de France la dernière lettre de Guy Môquet à sa mère, ne pourrait que rencontrer l'approbation des adhérents des syndicats de l'Éducation Nationale de la CGT, s'il ne s'agissait d'une décision prise par un personnage politique dont les "valeurs" (si on peut dire) sont en complète contradiction avec l'idéal de justice qui a conduit Guy Môquet et ses camarades à sacrifier leur vie.

L'idée, dans sa formulation même, appelle quelques remarques de notre part.

Tout d'abord, la décontextualisation historique dont elle est porteuse nous semble dangereuse car jouer exclusivement sur la dimension émotionnelle de ce texte éloigne de la vérité historique nécessaire à la compréhension de cette période douloureuse de l'histoire de notre pays.

En effet, il convient de rappeler que si Guy Môquet a été fusillé par les nazis dans la sablière de Châteaubriant le 22 octobre 1941, avec 26 de ses camarades, c'est parce qu'il a été arrêté par la police française et détenu par les autorités de Vichy qui n'ont pas hésité à livrer des citoyens français à l'occupant.

Des 27 martyrs de Châteaubriant, il est le plus jeune et le sacrifice de cette vie de 17 ans est propre à marquer les esprits. Mais cela ne doit pas pour autant occulter le fait qu'il a été assassiné car il était un militant des Jeunesses communistes clandestines à Paris ; il était aussi le fils du député communiste du 17^e arrondissement de Paris, Prosper Môquet, emprisonné au moment où son fils va mourir, au bagne de Maison-Carrée en Algérie française, car il a refusé de renier son idéal communiste.

Il faut encore souligner qu'aux côtés de Guy Môquet furent exécutés à Châteaubriant ce 22 octobre 1941 plusieurs dirigeants de la CGT, tous communistes, comme Jean-Pierre Timbaud, secrétaire du syndicat CGT des métaux de la région parisienne ; Jean Grandel, secrétaire de la Fédération postale CGT ; Désiré Granet, secrétaire de la Fédération CGT du papier-carton ; Charles Michels, secrétaire de la Fédération CGT des cuirs et peaux ; Jules Vercruysse, secrétaire de la Fédération CGT du textile. Ils ont tous été désignés par Pierre Pucheu, ministre de l'Intérieur du Maréchal Pétain, qui les a choisis, parmi une liste de deux cents noms, pour être livrés aux bourreaux nazis, en raison de leur appartenance politique et syndicale.

Au-delà de ce nécessaire rappel historique, l'hommage officiel rendu à Guy Môquet nous réjouirait pleinement s'il ne s'accompagnait d'une attaque en règle contre les organisations, particulièrement la CGT, dont nombre de ses camarades étaient des militants et des dirigeants, ainsi qu'une remise en cause frontale du droit de grève, fût-elle pudiquement dissimulée sous la vague formule de « service minimum ». Il ne suffit pas de citer de façon incantatoire le nom de Guy Môquet, surtout s'il s'agit de trahir sa mémoire, et celle de ses camarades, tant il est douteux qu'ils aient approuvé un tel projet, eux qui ont aussi sacrifié leur vie pour défendre les droits des travailleurs.

Monsieur Sarkozy pourra sans doute méditer avec profit la dernière pensée de ce jeune militant de 17 ans, gravée de sa main sur une planche de la baraque dans laquelle il attendait la mort, quelques minutes avant son assassinat : « *Vous tous qui restez, soyez dignes de nous, les vingt-sept qui allons mourir.* »

Et c'est bien par fidélité à son combat que nous entendons nous opposer aux projets liberticides et antisociaux dont ce gouvernement s'est fait le champion.

Le Conseil Syndical Régional de la CGT Educ'Action

Fait à Lille le 31 mai 2007